

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

## FINANCE

### Comment le Cameroun va se déployer sur le marché des capitaux en 2023

Afin de financer son déficit de trésorerie en 2023 l'Etat du Cameroun compte se tourner vers le marché domestique des capitaux qui comprend le marché monétaire organisé par la banque centrale et le marché financier.

La loi monétaire autorise le gouvernement à y mobiliser jusqu'à 450 milliards de FCFA à travers l'émission de titres publics. C'est pourquoi, le ministre de Finances (Minfi), Louis Paul Motaze s'est rendu à Douala, le 16 février dernier afin de présenter aux investisseurs nationaux et étrangers le programme d'émissions des titres publics.

Le Cameroun est l'émetteur de dettes de référence pour le marché régional de la CEMAC. Pour ce faire, le pays se sert d'un fonds d'amortissement à la BEAC pour le remboursement de sa dette à moyen et long terme et les banques appliquent une pondération de risque réglementaire nulle à ces titres.

En effet, pour chaque emprunt, la BEAC ouvre dans ses livres un compte d'amortissement. Chaque 15 du mois, délai des recettes fiscales, elle prélève un montant du compte unique de trésor qu'elle reverse dans le compte d'amortissement.

A chaque échéance de remboursement, elle débite le compte d'amortissement pour créditer le ou les comptes des investisseurs ayant souscrit à cet emprunt. La réunion avec les spécialistes en valeur de trésor (SVT) a été l'occasion d'échanger sur les moyens pouvant accroître la dynamisation du marché secondaire, celui auquel ont accès les personnes physiques afin d'élargir la base des souscripteurs.

**EcoMatin of Monday 20 February 2023, page 3**

## SOCIETE

### Défaut de permis de construire : les démolitions ont commencé

La communauté urbaine de Douala (Cud) a procédé ce vendredi 17 février, aux premières démolitions pour défaut de permis de construire dans les arrondissements de Douala 1er, II et III, sous la coordination du directeur de la police municipale de la Cud (dirpom), Hervé Ambatta, et l'appui des forces de maintien de l'ordre (Fmo). La 1ère démolition visait une clôture au quartier Nkomintag (Douala II).

Hervé Ambatta a précisé que le code général des collectivités territoriales décentralisées (Ctd) stipule que le maire peut démolir toute construction érigée sans permis de bâtir.

De source officielle, près de 20 immeubles érigés en violation dans la ville de Douala seront détruits dans les prochains jours, sous la conduite des experts du génie militaire.

**Cameroon Tribune du jeudi 21 février 2023, page 14**

## ECONOMIE

### Marché secondaire des titres : voici comment ça marche !

Le marché des capitaux n'est actif que via son compartiment primaire. C'est -à-dire celui où les banques agréées, encore appelées spécialistes en valeur de trésor (SVT), sont les seules à acquérir les titres émis par l'Etat. Alors que le marché secondaire sur lequel s'échangent les titres existants, reste hésitant.

Depuis quelques années les SVT ont l'obligation de céder des titres acquis sur le marché primaire à leurs clients qui souhaitent s'activer sur ce volet.

Pour souscrire au marché secondaire des titres publics, un agent économique (personne physique ou morale) doit se rapprocher des banques et y ouvrir un compte-titres, rattaché à un compte courant. Ce n'est qu'après cette étape qu'il est possible de racheter, selon ses capacités et les disponibilités de son compte, un titre dès qu'il est émis.

Pour une personne physique ou morale, être détenteur d'un compte titres et souscrire aux émissions de titres publics permettent de diversifier son portefeuille d'épargne et d'investissement, d'épargner à un taux d'intérêt plus important que celui des comptes classiques (de 5 à 7% contre à peine 3%). Aussi les intérêts des souscripteurs de ces titres sont exonérés d'impôts.

Le faible niveau d'information du grand public et le faible taux de bancarisation sont des freins considérables au développement du marché secondaire. En cause aussi le fait que les banques animent ce segment du marché entre elles.

**Cameroon Tribune du mercredi 22 février 2023, page 12**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXIAU

## NUMERIQUE

### **Economie numérique : le Cameroun à la quête des partenaires**

Le ministre des Postes et télécommunications (Minpostel), Minette Libom Li Likeng prend part depuis le 21 février dernier, à la toute première rencontre de l'alliance ministérielle pour les nations numériques.

La participation du Cameroun à ce rendez-vous vise un but précis : rechercher des partenariats notamment avec les pays membres du Commonwealth afin de booster le débit du développement de l'économie numérique au Cameroun.

Les besoins du Cameroun sont connus.” ce que nous pouvons tirer comme avantage ici c'est d'avoir des programmes qui vont permettre de renforcer nos capacités parce que pour relever l'économie numérique, il faut un capital humain important, c'est-à-dire des hommes et des femmes formés “a-elle déclaré.

La connectivité internet connaît une croissance rapide en grande partie grâce au déploiement des services mobiles à large bande 3G et 4G. Cependant, certaines zones géographiques restent non couvertes et l'accès à internet n'a pas encore atteint la couverture universelle.

De plus, les prix de la téléphonie mobile et de l'internet restent élevés, en particulier pour les personnes à faibles revenus. Personnes physiques afin d'élargir la base des souscripteurs.

**Cameroon Tribune du vendredi 24 février 2023, page 11**

## FINANCE

### **Marché financier : les innovations du nouveau règlement général**

La consultation publique lancée le 1er février dans le cadre du projet du nouveau règlement général de la commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) s'est achevée le 15 février dernier.

Passé ce délai, il est maintenant question d'analyser les observations et propositions formulées par les acteurs et intervenants du marché ainsi que par le public, pour enrichir le projet de texte.

L'enjeu, explique le président de la COSUMAF, Nqgoum Yamassoum, est de finaliser la réforme du corpus réglementaire du marché financier régional, suite à l'adoption du règlement n°01/22/CEMAC/UMAC/CM/COSUMAF du 21 juillet 2022 portant organisation et fonctionnement du marché financier de l'Afrique centrale.

Des innovations sont contenues dans le projet de texte, notamment en matière d'appels publics à l'épargne, d'épargne collective et d'obligations professionnelles des acteurs et intervenants du marché.

**CBT du mercredi 22 au mardi 28 février 2023, page 9**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

## FINANCE

### How Cameroon will deploy on the capital market in 2023

In order to finance its cash deficit in 2023, the State of Cameroon intends to turn to the domestic capital market which includes the money market organized by the central bank and the financial market. The monetary law authorizes the government to mobilize up to 450 billion CFA francs through the issuance of public securities.

This is why the Minister of Finance (Minfi), Louis Paul Motaze went to Douala on February 16 to present the program of issuance of public securities to domestic and foreign investors.

Cameroon is the benchmark debt issuer for the CEMAC regional market. To do so, the country uses a sinking fund at the BEAC for the repayment of its medium and long-term debt and the banks apply a zero regulatory risk weighting to these securities.

Indeed, for each loan, the BEAC opens a sinking fund account in its books. Every 15th of the month, the deadline for tax receipts, withdraws an amount from the single treasury account which it transfers to the amortization account. At each repayment date, it debits the amortization account to credit the account(s) of the investors who subscribed to this loan.

The meeting with the primary dealers was an opportunity to discuss ways to increase the dynamism of the secondary market, the one to which individuals have access in order to broaden the base of subscribers.

**EcoMatin of Monday 20 February 2023, page 3**

## SOCIETY

### Demolition of buildings for lack of building permit: demolitions have started

The Douala Urban Community (CUD) proceeded this Friday, February 17, to the first demolitions for lack of building permits in the districts of Douala I, II, and III, under the coordination of the Director of the Municipal Police of the Cud (dirpom), Hervé Ambatta, and the support of the forces of law and order (Fmo). The first demolition was of a fence in the Nkomintag neighborhood (Douala II).

Hervé Ambatta said that the general code of decentralized local authorities (Ctd) stipulates that the mayor can demolish any construction erected without a building permit. According to official sources, nearly 20 buildings erected in violation of the law in the city of Douala will be destroyed in the coming days, under the guidance of experts from military engineering.

**Cameroon Tribune of Thursday 21 February 2023, page 14**

## ECONOMY

### Secondary market of securities: here is how it works!

The capital market is only active through its primary segment. That is to say, the one where authorized banks, still called Treasury Securities Dealers (TDS), are the only ones to acquire securities issued by the State.

While the secondary market, where existing securities are traded, remains hesitant. For some years now, the SVTs have been obliged to sell securities acquired on the primary market to their clients who wish to be active in this market.

To subscribe to the secondary market for government securities, an economic agent (natural or legal person) must approach the banks and open a securities account, attached to a current account. It is only after this step that it is possible to buy back security as soon as it is issued, according to one's capacity and the availability of funds in one's account.

For an individual or a legal entity, holding a securities account and subscribing to public securities issues makes it possible to diversify one's savings and investment portfolio and to save at a higher rate of interest than that of traditional accounts (from 5 to 7% compared with barely 3%).

Also, the interest earned by subscribers to these securities is tax-free.

The low level of information of the general public and the low rate of bank penetration are considerable obstacles to the development of the secondary market. This is also due to the fact that the banks run this segment of the market among themselves. market among themselves.

**Cameroon Tribune of Wednesday 22 February 2023, page 12**

# CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

## DIGITAL

### Digital economy: Cameroon in search of partners

The Minister of Posts and Telecommunications (Minpostel), Minette Libom Li Likeng has been taking part since February 21, in the first meeting of the ministerial alliance for digital nations. Cameroon's participation in this meeting has a specific goal: to seek partnerships, particularly with member countries of the Commonwealth, in order to boost the development of the digital economy in Cameroon.

The needs of Cameroon are known. "What we can draw as an advantage here is to have programs that will strengthen our capacity because to raise the digital economy, it takes significant human capital, that is to say, men and women trained," she said. Internet connectivity is growing rapidly largely due to the deployment of 3G and 4G mobile broadband services. However, some geographical areas remain uncovered and internet access has not yet reached universal coverage. In addition, mobile phone and internet prices remain high, especially for those on low incomes.

Cameroon Tribune du vendredi 24 février 2023, page 11

## FINANCE

### Financial market: the innovations of the new general regulation

The public consultation launched on 1 February in the framework of the draft new general regulations of the Central African Financial Market Supervisory Commission (COSUMAF) ended on 15 February. After this deadline, it is now a question of analyzing the observations and proposals made by market players and stakeholders as well as the public, to enrich the draft text.

The challenge, explains the president of COSUMAF, Nqgoum Yamassoum, is to finalize the reform of the regulatory corpus of the regional financial market, following the adoption of Regulation No. 01/22/CEMAC/UMAC/CM/COSUMAF of 21 July 2022 on the organization and functioning of the Central African financial market.

Innovations are contained in the draft text, notably in the area of public offerings, collective savings, and professional obligations of market players and participants.

CBT from Wednesday 22 to Tuesday 28 February 2023, page 9